

NOTES POUR UNE ALLOCUTION

**DE M^{ME} JULIE MIVILLE-DECHÊNE
PRÉSIDENTE DU CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME**

**À L'OCCASION DE :
L'ÉCOLE D'ÉTÉ DE L'INSTITUT DU NOUVEAU MONDE
DÎNER-CONFÉRENCE À MONTRÉAL**

LE VENDREDI 16 AOÛT 2013

(45 MINUTES)

La version prononcée fait foi.

Bonjour à toutes et à tous,

Je tiens à remercier le comité organisateur de l'École d'été de l'INM pour l'invitation, ça me fait très plaisir de venir parler avec vous de la pertinence et de la forme que peut prendre une vision féministe en 2013.

Introduction

Qu'est-ce que le Conseil du statut de la femme? C'est un organisme gouvernemental indépendant. Indépendant dans le sens qu'on n'a pas à suivre de ligne politique et que le gouvernement respect notre autonomie de penser.

Au Conseil, on fait de la recherche sur des enjeux qui touchent les droits et les intérêts des femmes. On fait des recommandations au gouvernement, notamment sur des projets de loi, des politiques et des programmes. On diffuse aussi beaucoup de contenu en format journalistique, via notre webzine, la *Gazette des femmes*. On apprécie les débats d'idées et on tente de dialoguer le plus possible.

Par exemple, je remarque en ce moment un certain *momentum* dans le milieu de la construction et de l'industrie minière. Je suis invitée à parler devant des dirigeants d'entreprise, des syndicats, dans des congrès et des assemblées, à propos des enjeux spécifiques qui touchent les femmes dans ces milieux. J'ai les outils nécessaires pour le faire parce qu'on a rédigé un rapport de recherche sur les femmes et le Plan Nord, et un sur les femmes dans les métiers de la construction. J'arrive avec mes avis, et je leur parle de notre analyse et des recommandations qui touchent spécifiquement leur secteur. Souvent, ces personnes n'ont jamais entendu parler de la discrimination systémique ou des défis spécifiques auxquels les femmes font face dans leur domaine. On s'adapte à notre auditoire, on leur parle avec un langage qui les interpelle et on leur donne des idées pour transformer leurs habitudes. Mon message les sensibilise, ça les fait réfléchir; certains prennent ces informations et transforment leurs pratiques. Petit à petit, ces idées font leur chemin.

Comme certains d'entre vous le savent, je viens du monde journalistique et non de la base militante du mouvement des femmes. Je n'ai donc jamais participé à des manifestations

ou pris la parole publiquement pour dire ce que je pensais des enjeux qui touchent les femmes, avant mon arrivée au Conseil du statut de la femme il y a deux ans.

Toutefois, à titre de journaliste, j'ai couvert la réalité des femmes dans différents pays : Vietnam, États-Unis, Haïti, ainsi qu'à travers le Canada. Durant ma carrière journalistique, j'ai tenté de rester le plus loin possible des dogmes et des idées préconçues. J'ai toujours eu le souci de recueillir les témoignages des personnes qui vivaient les choses directement, sans passer par les porte-parole. (C'est ironique d'ailleurs, car aujourd'hui c'est moi la porte-parole!)

Ma première expérience avec la notion d'idéologie, c'est-à-dire avec un ensemble d'idées et de valeurs qui servent à analyser et à comprendre le monde, ce fut avec le marxisme, à l'époque où j'étudiais à l'UQAM. J'ai compris l'utilité de tels outils, comme le concept de lutte des classes, pour comprendre les dynamiques du capitalisme à certaines époques et dans certains contextes. Mais, comme toute idéologie, le marxisme était articulé dans un contexte historique et géographique précis et c'est une idéologie.

Pour ce qui est du féminisme, les concepts qui ont été articulés et développés par les premières féministes décrivaient une réalité qui correspondait à l'expérience de vie de ces femmes et à leur époque. Il est évident que dans la majorité des sociétés à travers le monde, le patriarcat a été un concept fondamental pour expliquer les relations de pouvoir et de domination exercées par les hommes sur les femmes. Et que ce concept décrit encore avec beaucoup de pertinence plusieurs sociétés dans le monde. Je pense notamment à l'Inde, où récemment on a beaucoup parlé de viol.

Au Québec, la situation est différente. La société a évolué, grâce au mouvement des femmes et ses alliés, comme le D^r Henri Morgentaler, qui ont été très efficaces à démontrer les inégalités et les injustices dont sont victimes les femmes. On a juste à penser au contrôle de leur corps, au droit à l'avortement, à la Loi sur l'équité salariale (on n'y est pas encore, mais ça s'en vient), à l'accès à l'éducation, au congé parental, etc. Donc, au risque de vous surprendre, ce n'est pas tout à fait exact, de mon point de vue, de parler d'une société patriarcale au Québec, en 2013.

Ce qui ne veut pourtant pas dire que l'égalité est atteinte et que nous devons simplement profiter de nos acquis. Au contraire, de nombreux problèmes persistent.

Culture du viol

On peut parler, par exemple, de ce qu'on appelle la « culture du viol ». Cette tendance à faire porter le fardeau de la faute aux femmes qui ont été violées ou agressées, sous prétexte qu'elles sont responsables de ce qui leur est arrivé. Quand une femme est violée, on se demande : quels vêtements portait-elle? Était-elle intoxiquée à l'alcool ou avait-elle consommé de la drogue? Était-elle seule le soir dans la rue? A-t-elle *vraiment* dit non? Était-ce *vraiment* non consentiel? Rappelez-vous de l'affaire DSK, l'ancien patron du Fonds monétaire international accusé d'avoir agressé une femme de chambre.

Ça, c'est la culture du viol. Le raisonnement qui nous fait blâmer les femmes, parce qu'elles « devraient savoir que ça va leur arriver si elles *provoquent* sexuellement les hommes ». Cette idée que les hommes ont des pulsions sexuelles qu'ils ne peuvent pas retenir, que c'est aux femmes à faire attention, à être prudente, à ne pas se place en situation de vulnérabilité, à dire non... C'est blâmer les femmes, leur faire porter la responsabilité des violences dont elles ont été victimes et tenter de trouver des explications excusant le coupable.

Heureusement, parce qu'on est dans une société progressiste et qui tend vers l'égalité, on a aussi un contre-discours qui se développe et qui appelle les hommes à changer leurs comportements et leur perception. En Alberta, la campagne Ne soit pas ce gars-là (*Don't be that guy*), par exemple, est percutante et renverse le fardeau de la responsabilité vers les personnes qui commettent les agressions et non celles qui les subissent.

Misogynie sur les réseaux sociaux

On peut aussi parler de la misogynie sur les réseaux sociaux. En Angleterre, Caroline Criado-Pérez, une journaliste et militante féministe, a été victime de harcèlement (50 *tweets* par heure), de menaces de viol et de menaces de mort. La raison? Parce qu'elle

a mené, avec succès, une campagne pour que Jane Austen, la célèbre auteure britannique, apparaisse sur les billets de banque de son pays.

Pourquoi? Parce qu'une femme a pris la parole publiquement pour dénoncer le fait qu'il existait une inégalité entre les femmes et les hommes dans une situation donnée, ici : la représentation des femmes sur les billets de banque. Suite à ce déferlement de menaces et à une pétition de plus de 125 000 noms, Twitter a accepté de revoir ses procédures pour dénoncer des messages haineux.

Ce qui est mis en évidence dans de telles situations, c'est que la réaction sexiste et violente face à une prise de position féministe finit par justifier cette position! Se faire attaquer et menacer parce qu'on ose dénoncer une inégalité, ça ne fait que démontrer la validité de l'idée de base : que l'égalité n'est vraiment pas atteinte.

La pertinence d'une vision féministe en 2013

À mon avis, le féminisme est un élément central de toute société qui se dit démocratique. La définition que je donne ici au féminisme est empruntée à Claire Snyder Hall, une politologue américaine, pour qui le féminisme est « la croyance que les femmes et les hommes sont également humains et donc ont également droit à la liberté, à l'égalité, à l'autodétermination et à la dignité humaine ». Quand je dis que le féminisme est nécessaire à toute société démocratique, c'est parce que la démocratie est fondée sur le principe de l'égalité entre les citoyens; les femmes sont citoyennes et donc doivent être traitées de manière égalitaire pour que la démocratie puisse exister. Une société dont les institutions seraient fondées sur des principes racistes ne pourrait être considérée comme démocratique; il en va de même pour le sexisme.

Pourquoi certaines personnes se questionnent-elles sur la nécessité actuelle du féminisme? Entre autres parce que comme je le mentionnais, *heureusement*, les luttes féministes passées ont donné lieu à de véritables transformations sociales, des changements fondamentaux qui laissent croire à l'atteinte pleine et entière de l'égalité :

- Droit de vote
- Droit de garder son propre nom

- Congé parental à la naissance d'un enfant
- Changements législatifs déclarant le principe d'égalité entre les femmes et les hommes
- Première femme première ministre
- Femmes sur les conseils d'administration
- Accès à l'éducation
- Etc.

Ces changements illustrent à quel point nous vivons une période de transition : les inégalités, et il y en a encore plusieurs, coexistent avec des changements marqués vers une société plus égalitaire. Et vous qui êtes plus jeunes, voyez moins ces inégalités entre les femmes et les hommes, car elles se manifestent plus tard, lors de la maternité et avec l'entrée sur le marché du travail.

Femmes en politique

Un exemple : élection Pauline Marois; total de 6 femmes premières ministres au Canada.

Est-ce qu'elles dirigent différemment? C'est une très bonne question, et les paris sont ouverts! Demande unanime enquête disparition des femmes autochtones.

Mme Wynn (Ontario) : nouvelle mesure pour qu'il y ait des femmes sur les CA. Est-ce qu'on peut associer ça à sa présence?

La politique n'est plus le domaine du *Old boys club!*

Chantal Hébert : *Le cynisme en politique, et la montée d'un nouveau pouvoir plus citoyen donnerait l'avantage aux femmes, qui ne sont pas identifiées à la vieille garde usée.*

Manon Tremblay : *Les partis politiques font moins de discrimination envers les femmes qu'avant.*

Pourtant, parallèlement à ces ascensions individuelles remarquables :

Au Québec, seulement 16 % de mairesse; 1 tiers de femmes députées à l'Assemblée nationale.

Au fédéral, n'eût été la « vague orange » du NPD, la proportion de femmes élues aurait connu une chute drastique. À chacun de ces paliers politiques, les nombres stagnent.

Une étude canadienne démontre qu'on propose encore souvent aux candidates des circonscriptions perdues d'avance; heureusement pour nous, c'est n'est plus le cas au Québec.

Lors d'un panel sur la présence des femmes en politique auquel j'ai assisté en novembre dernier, certaines politiciennes identifiaient le manque de confiance en soi des femmes comme étant problématique.

Ce sont des attributs individuels qui sont aussi attribuables à des causes systémiques. Ces problèmes individuels ont un impact collectif... La façon différente dont les filles et les garçons sont élevés; la socialisation; si on change collectivement, il faut aussi, individuellement reprendre confiance.

Françoise David, de Québec Solidaire, l'a constaté : en 2013, bien des femmes ont encore peur de prendre des risques, de ne pas être à la hauteur, d'exercer un rôle public. Souvent, recruter une femme pour devenir candidate prend du temps et nécessite de défaire les stéréotypes.

Ces stéréotypes concernent à la fois la pratique de la politique, mais aussi les supposées « compétences » nécessaires pour la pratiquer : l'agressivité, ne pas avoir peur de la confrontation, etc. Bref, un large travail reste à faire dans tout ce secteur.

Cette discussion sur la présence des femmes en politique m'a permis d'illustrer les inégalités et les progrès qu'on constate simultanément dans notre société en matière d'égalité des sexes.

La lunette féministe, comme je la nommais plus tôt, nous permet de percevoir la réalité d'une manière bien particulière : on voit les injustices et les inégalités où elles se cachent! J'aspire à ce que de plus en plus de gens portent cette lunette, parce qu'on se met à voir plein de choses qu'on ne voyait pas avant.

Exemple chiffré : maintenant, toutes les filles vont à l'école, mais en moyenne, leurs salaires sont encore moindres que ceux des hommes à la sortie de l'université. Parfois les choix de professions sont encore faits selon des visions stéréotypées ce qu'un garçon ou une fille doit faire dans la vie, ou faire des choix liés à une maternité actuelle ou future (ex : emplois exigeant et horaires chargés). Et même quand elles ont les mêmes études, les mêmes ambitions, pas d'enfants : les filles gagnent moins que les garçons (on leur offre de moins gros salaires en commençant) et elles gravissent moins vite les échelons. C'est ce qu'on appelle la discrimination systémique. Même le patron qui fait l'entrevue et offre un salaire « x » ne s'en rend pas nécessairement compte, mais estime qu'une employée « vaut moins » qu'un employé.

Et les hommes dans tout ça!?

Question complexe s'il en est une!.... J'ai récemment lu un texte écrit par un homme qui s'appelle Michaël Dubé et qui décrit bien ce qu'il est possible de faire, en tant qu'homme féministe :

« Pendant mon adolescence, mon entourage m'a implanté une fausse perception de ce qu'était le féminisme. On m'avait fait croire que le féminisme était quelque chose d'extrémiste, qu'il regroupait des femmes enragées qui détestaient les hommes et probablement des « gouines » (pour reprendre leurs mots). En veux-tu des stéréotypes? En v'là!

Pourtant, les hommes ont, eux aussi, besoin du féminisme. Le patriarcat et les médias laissent présager qu'un homme c'est *rough*, c'est dur et sans réflexion. Être un homme féministe, c'est aussi s'opposer aux stéréotypes masculins (...).

Voici ma liste personnelle d'actions en tant qu'homme :

- Être un allié et offrir du soutien;
- Appuyer les femmes dans leurs revendications;
- Voir et comprendre les inégalités auxquelles les femmes font face chaque jour;
- Prendre position lorsque des hommes ont des propos inacceptables et sexistes à l'égard des femmes et des hommes;

- Dénoncer les publicités sexistes et rétrogrades;
- Faire l'éducation citoyenne de nos jeunes garçons avec des modèles de femmes et d'hommes féministes. »

Vous, qui êtes âgés de 15 à 35 ans, avez une vision des inégalités qui dépasse souvent les rapports femmes-hommes, et touche plutôt à un projet plus large de justice sociale.

On l'a vu avec l'engouement pour le « printemps érable » : critique des effets du capitalisme, antiracisme, écologisme, etc.; tout cela fait partie des valeurs de plusieurs d'entre vous.

Je reste convaincue que ces idéaux de justice ne sont pas mutuellement exclusifs, et que le féminisme est encore pertinent comme « lunette » qui permet de voir comment plusieurs sources de discrimination se cumulent et interagissent. Ces préoccupations liées à l'exploitation sous toutes ses formes (sexuelle, économique, raciste, etc.) peuvent faire partie d'une réflexion féministe élargie. Il suffit de regarder autour de nous pour s'en rendre compte.

EX : une femme immigrante, voilée : oui c'est une femme, mais c'est aussi une personne qui peut vivre du racisme, de la discrimination, parce qu'elle est immigrante et qu'elle porte le voile.

En préparation pour cette conférence, on vous demandait « Le féminisme fait-il partie de votre quotidien, de votre identité, de vos réflexions sociales? »

Je propose de vous parler de diverses occasions et expériences de vie qui gagnent à être observées sous un angle féministe.

Les enfants et l'apprentissage du sexisme

Les stéréotypes sont le fruit de la projection de nos opinions; on généralise des qualités et des défauts à l'ensemble des femmes et des hommes. Les stéréotypes sexistes sont le résultat des représentations qu'on se fait de ce que « devrait être » un homme ou une femme, et on s'en sert pour justifier la différence de traitement des unes et des autres. En gros, la discrimination s'explique en partie par les stéréotypes. Par exemple :

les femmes sont plus émotives que les hommes. Ou encore : un « vrai » homme doit être viril.

Comment faire alors pour remettre en question ces rapports inégalitaires?

C'est en allant à la base de cet apprentissage et en transformant les pratiques de socialisation qui les instaurent. Les modèles que les parents, la garderie, l'école, les livres, la télévision, etc. présentent aux enfants ne sont pas neutres. Ils contribuent à former leur perception du monde, à façonner leur propre personnalité et à nourrir leurs rêves et leurs ambitions.

L'espace familial est un des principaux endroits où les enfants apprennent à quels comportements stéréotypés correspond leur sexe. On ne prend pas toujours conscience de l'impact que les gestes anodins ont sur les tout-petits, mais des études démontrent que les parents n'ont pas les mêmes attentes ni les mêmes comportements envers leur poupon selon qu'il s'agit d'une fille ou d'un garçon. Tout réside dans le faire et non le dire, dans l'exemple. Même si on tient un discours égalitaire, si nos actes contredisent nos paroles...

Dans une étude visant à observer les différences de traitement des parents envers leur bambin selon qu'il s'agisse d'un garçon ou d'une fille, on a demandé aux adultes d'estimer l'inclinaison d'une pente que l'enfant arriverait à gravir en rampant, puis à installer l'enfant devant la pente et le laisser grimper seul. Systématiquement, les parents des filles fixaient une inclinaison moindre que celle fixée pour les garçons. Bien entendu, quand les chercheurs augmentaient l'inclinaison de la pente pour les filles au niveau de celle des garçons, celles-ci réussissaient aussi bien que les autres .

Ce que cet exemple démontre, c'est notamment que les parents, par le traitement différencié qu'ils donnent à leur enfant, selon son sexe, fixent dès le plus jeune âge des barèmes et des contraintes liées aux stéréotypes sexuels.

En plus, comme les enfants apprennent par imitation, la lutte contre les stéréotypes doit aussi passer par une transformation des comportements à la maison, entre les parents eux-mêmes, notamment par des changements dans le partage des responsabilités familiales entre les hommes et les femmes (les femmes effectuent en moyenne 3,5 heures de tâches domestiques par jour; pour les hommes, cette moyenne est de 2,7 heures).

Comme la nature privée de la vie familiale peut constituer un obstacle à l'efficacité de mesures visant la transformation des rapports femmes hommes, pour changer les mentalités, rien de tel que l'éducation. Il faut donc agir en amont, dans les centres de la petite enfance et les écoles. En Suède, les politiques d'éducation encouragent la promotion de l'égalité dès la garderie. Ici, nous sommes encore loin de ces considérations, puisque la formation d'éducatrice en milieu de garde ne comporte rien sur la question du genre. Il existe tout de même quelques outils destinés à ces travailleuses, dont un DVD intitulé « *D'égal(e) à égaux. Pour la promotion de rapports égalitaires entre filles et garçons dans les services de garde éducatifs* ». Ce document, issu d'une étude menée par le Secrétariat à la condition féminine, vise à sensibiliser les personnes qui œuvrent dans ce domaine, aux stéréotypes sexuels. Une des conclusions auxquelles parvient l'étude qui a mené à l'élaboration de ce DVD est que : « les éducatrices font preuve de bonne volonté. Elles sont convaincues d'adopter un comportement égalitaire. Mais en les observant, on se rend compte qu'elles véhiculent de nombreux stéréotypes sexuels. »

Une avenue possible pour pallier cette situation serait d'offrir à ces personnes un cours qui aborderait directement la question des inégalités sexuelles, l'objectif étant de susciter une prise de conscience chez les enseignants et les éducatrices. Il faut donc miser sur l'éducation des enfants, mais également sur celle des personnes qui les éduquent!

Femmes au foyer : un choix et ses effets

Mais qu'en est-il des femmes qui, à l'image de leurs grands-mères, et à l'inverse de leurs mères, font le choix d'arrêter leurs études, laisser leur emploi ou mettre un terme à une carrière dans leur domaine, pour retourner à la maison et élever leurs enfants à temps plein?

Dans son mémoire de maîtrise sur les mères québécoises au foyer, Annie Cloutier souligne que ces femmes expliquent souvent leur situation par un argumentaire fondé sur le choix personnel de « s'offrir à soi et à ses enfants une qualité de vie ». Ce choix n'est pas replacé dans un contexte plus large, mais plutôt assumé comme un droit, un choix et une source de fierté.

La croyance populaire veut que le féminisme ait eu comme principal objectif de donner plus de choix aux femmes. Certaines franges féministes fondent même leur réflexion sur l'idée que, quel que soit le choix des femmes, cela est féministe, simplement parce que c'est leur choix. C'est ce qu'on peut désigner sous le vocable du « féminisme du choix » (« *choice feminism* »). Cette expression désigne une approche qui est attribuée à des personnes qui privilégient le choix individuel comme moteur de l'émancipation.

Ce n'est pas un courant de pensée féministe, mais plutôt une interprétation de l'analyse politique féministe. Cette façon d'interpréter le féminisme conçoit la liberté comme la capacité de faire des choix individuels, et l'oppression comme l'incapacité à faire ces choix. Ainsi, suivant cette logique, dès qu'une femme peut dire qu'elle a choisi de faire quelque chose, ce choix peut être défendu comme étant féministe. Chaque décision est donc l'expression de sa liberté et doit donc être reconnue comme telle et acceptée. Cette perspective, bien qu'elle reconnaisse d'une certaine manière que le féminisme a permis cette liberté de choix pour les femmes, tend aussi à soutenir le point de vue selon lequel la lutte féministe a atteint ses objectifs depuis un bon moment et que les femmes sont désormais entièrement libérées. C'est une position qui part du vécu individuel.

Bien que cette perspective féministe permette d'éviter le piège de poser un jugement sur les choix des femmes, elle mène aussi à l'évacuation de la question des effets et des conséquences de ces choix. Dans le cas des femmes au foyer québécoises (on parle de 17 % des femmes avec enfants), celles qui justifient leur situation par l'affirmation d'un choix personnel n'abordent pas l'aspect politique et sociologique de ce choix. Ce qu'il y a de politique derrière cette situation, le fait que les femmes ont été assignées à l'espace domestique de manière systématique très longtemps, n'est pas abordé.

On a fait l'erreur de juger les femmes qui font le choix de rester à la maison. Analogie : femmes en 1960 qui sont à la maison, vs femme d'aujourd'hui. Le contexte n'est pas le même. Il faut éviter de transformer ces femmes en victimes et de nier leurs capacités. Mais ça demeure un choix plus risqué que celui de travailler, surtout pour les femmes qui sont plus pauvres. Il faut éviter de glorifier le travail autant que glorifier la maternité. Les femmes au foyer ne sont pas des victimes, sans jugement. Elles peuvent faire ce choix en toute connaissance de cause.

Pour ces femmes, le choix leur appartient et il est en concordance avec ce qu'elles souhaitent pour elles-mêmes. Toutefois, comme toute pratique sociale, il ne s'inscrit pas dans le vide ou l'individualité, mais dans un large champ de pratiques dont on fait quotidiennement l'apprentissage. Ainsi, un enfant qui voit sa mère, diplômée et compétente, faire le choix de rester au foyer, comprendra que la maison reste, *malgré tout*, l'espace privilégié des femmes.

Bien entendu, je ne suis pas en train de dire que tous les parents devraient travailler à temps plein et envoyer systématiquement leurs enfants à la garderie. Mais si autant d'hommes que de femmes faisaient le choix de rester à la maison après la naissance d'un enfant, pour l'élever au quotidien, on n'aurait pas ce débat!...

Fait assez intéressant, c'est une pratique en émergence. On peut penser par exemple à certains jeunes couples qui décident ensemble que la femme retournera travailler après son congé de maternité et que c'est le père qui restera à la maison pour s'occuper des enfants.

Quelques chiffres : Au Canada en 2011, 12 % des familles biparentales comptaient un « père au foyer », alors qu'en 1997, ceux-ci n'étaient que 7 %. Depuis les 40 dernières années, le pourcentage de mères de jeunes enfants sur le marché du travail a plus que doublé, passant de 36 % à 81 %. 76 % des nouveaux pères québécois ont pris congé l'an dernier, tandis que ce chiffre n'a pas atteint 26 % à l'extérieur de la province. Leurs congés étaient aussi plus longs de trois semaines, la moyenne hors Québec s'étant située à 2,4 semaines. Ces changements tant sur le plan professionnel que familial sont de grands pas dans la bonne direction vers une égalité de fait entre les hommes et les femmes et au Québec, on peut les attribuer à des politiques sociales progressistes, en faveur d'un partage plus égalitaire des responsabilités familiales (que ce soit les garderies à 7 \$ ou le congé de 5 semaines réservé au père). Bien entendu, on est encore loin du congé parental suédois, d'une durée de 16 mois. Sur ces 480 jours, 60 sont réservés exclusivement à la mère, 60 au père, et le reste est à partager entre les deux. De plus, ce congé est rémunéré pour toute sa durée à hauteur de 80 % du salaire!... On n'y est pas encore, mais on est dans la bonne voie.

Ce type de politique sociale a pour avantage d'aider à diminuer la discrimination sexuelle dont sont victimes les femmes, surtout en début de carrière. Pensons simplement à une situation où un employeur préférerait un candidat masculin à une candidate, parce que celle-ci « risque » de tomber enceinte au début de sa carrière.

Publicité sexiste

S'il y a un exemple de sexisme dont on est témoin tous les jours, depuis des décennies, c'est la publicité!

Pour ma part, elles me renversent par leur violence, leur dénigrement et la représentation qu'elles font de la sexualité et de l'intégrité physique des femmes. Et oui, messieurs, on assiste aussi à la marchandisation du corps des hommes. Mais ce n'est pas sous la même forme; les hommes sont présentés dans des positions dominantes, pleines d'assurance ou encore comme des guerriers; ou encore, on joue sur le style de l'homme idiot, le crétin, l'homme-guenille ou l'homme-objet. Alors que pour les femmes, cette représentation péjorative et sexiste dure depuis toujours. Elles sont représentées comme étant vulnérables, infantiles, soumises, disponibles sexuellement. On est passé de la cuisine à la chambre à coucher! La sexualité est presque toujours évidente ou sous-entendue. Les images parlent d'elles-mêmes.

Heureusement, de nombreuses initiatives visant à dénoncer ces images dénigrantes ont vu le jour. On peut penser à la Charte pour une image corporelle saine et diversifiée, mise en place par le Secrétariat à la condition féminine; à la Coalition contre les publicités sexistes, avec laquelle nous collaborons; ou encore aux autocollants *Salé pub sexiste* qui placardent encore aujourd'hui les panneaux publicitaires jugés sexistes, à Montréal; etc.

Femmes dans les institutions démocratiques

Heureusement, ce type de discrimination est de moins en moins courant au Québec, grâce à des lois qui interdisent la discrimination sexuelle au travail. Cela permet notamment aux femmes d'occuper des postes qui étaient historiquement occupés par des hommes, comme des postes de direction ou des postes politiques. Ceci ne devrait

toutefois pas nous faire oublier que la participation politique des femmes, bien qu'elle soit protégée par un ensemble de droits et de lois, ne va toujours pas de soi. Le fait qu'on se demandait si Pauline Marois, avec ses 30 années d'expérience et les nombreux ministères qu'elle a dirigés, avait l'étoffe d'une première ministre, démontre qu'encore aujourd'hui, quand on est une femme, il faut faire *la preuve* qu'on a la capacité d'occuper une position politique.

Certaines femmes tentent, à leur manière, de faire progresser les mentalités en termes de conciliation de la vie professionnelle et de la vie familiale. L'eurodéputée d'origine italienne, Licia Ronzulli, amène régulièrement sa fille avec elle lorsqu'elle siège au parlement européen, et ce, depuis sa naissance. Selon elle, « on pousse les femmes à étudier, à avoir un travail intéressant. Et puis finalement, elles doivent choisir entre leur carrière et leur vie privée. Les femmes ne devraient pas avoir à choisir. » Hanne Dahl, députée danoise au parlement européen, a fait la même chose en 2009. Au Canada, la députée néo-démocrate Sena Hassainia a fait de même en février 2012, et elle a été invitée à quitter le parlement par un employé. La situation a été éclaircie et il est désormais permis aux députés fédéraux, femmes ou hommes, de se présenter avec leur bébé au Parlement.

J'abonde dans le même sens et je vais même plus loin : pour un véritable renouvellement de la démocratie, les femmes ne doivent plus être appelées à simplement s'adapter aux structures existantes, mais occuper plutôt une place de choix dans la transformation des institutions auxquelles elles participent. Ces changements devraient entre autres tenir compte du fait que la charge du soin des enfants revient plus souvent aux femmes et que des mesures de conciliation doivent être mises en place pour faire en sorte que celles-ci ne sont pas pénalisées professionnellement du fait qu'elles font le choix d'être mères.

Militant depuis de nombreuses années pour une participation accrue des femmes aux structures politiques, Éleine Emond est d'avis qu'une partie de la solution se trouve dans la réforme du mode de scrutin. Selon elle, c'est par la mise en place de quotas femmes-hommes sur des listes électorales qu'on arrivera à la parité dans les postes élus. Chantal Maillé rappelle toutefois qu'en matière de participation politique des femmes, « ... [c'est] l'approche quantitative, ou *number-crunching*, qui semble prévaloir, attachant la plus

grande signification à des indicateurs comme les pourcentages de femmes élues. » À ne s'intéresser qu'aux pourcentages de femmes dans les parlements, on oublie qu'en termes de nombre de femmes, il ne faudrait que 78 femmes de plus que les chiffres des élections de 2011, pour atteindre la parité. Au Québec il faudrait 42 femmes de plus pour avoir une Assemblée nationale paritaire à 50 %. Ce sont de très petits nombres!...

Selon Maillé, « cette obsession du nombre s'inscrit dans un idéal, celui d'avoir la parité des hommes et des femmes aux postes élus. Plusieurs défendront que l'élection de femmes en nombre significatif puisse amener un changement radical. Cependant, il s'agit d'une idée qui est en recul, probablement devant l'évidence empirique que les parlements qui ont obtenu des masses critiques de femmes n'ont pas livré la promesse de ce changement anticipé. » On se rend bien compte que l'arrivée en nombre significatif de femmes dans les institutions vient confronter les stéréotypes selon lesquels les femmes seraient porteuses d'un principe de vertu et de renouveau.

Donc : Est-ce que le 50-50 partout devrait vraiment être notre objectif? Dans tous les secteurs, les corps d'emploi, les institutions? On est peut-être devenue trop mathématique, parce que c'est plus simple défendre des chiffres plutôt que des idées? Une chose est certaine : à trop regarder les chiffres, on peut en arriver à oublier la cause qu'on défend, et à se perdre dans les détails. Il ne faut pas que ça nous fasse oublier le « *big picture* » du projet féministe, qui est, notamment, que chaque personne ait le choix et le droit de vivre sa vie comme elle l'entend, sans être contrainte par des stéréotypes sexistes, notamment.

Identifier les inégalités qui existent entre les femmes

Toutes les femmes ne profitent pas également des avancées féministes. Par exemple, si nos mères et vos grands-mères ont pu s'affranchir en allant travailler à l'extérieur du foyer, c'est parce que d'autres femmes, parfois immigrantes, souvent pauvres et moins éduquées, ont pris le relais. Au Québec, seulement 25 % des femmes (et 24 % des hommes) sont titulaires d'un grade universitaire. Cela signifie qu'une large part de la population, sans diplôme d'études supérieures, n'a pas accès à des emplois bien payés et à des possibilités d'avancement.

L'avenir de la mobilisation féministe réside, selon moi, dans cette capacité autocritique de prendre en compte le fait que les avancées féministes n'ont pas profité à toutes de manière égale et à identifier des méthodes et des outils pour pallier ces manques.

Il est plus facile et très tendance de dénoncer le *plafond de verre* auxquelles les femmes diplômées et gagnant bien leur vie se heurtent dans les C. A. des grandes entreprises.

Je suis renversée par la visibilité qu'a cet enjeu dans les médias. L'équité salariale dans la fonction publique a mobilisé la classe politique et c'est une grande victoire. Mais entre-temps, des milliers de femmes en arrachent : elles sont serveuses, vendeuses, coiffeuses, travailleuses domestiques, et occupent des emplois sous-payés, dévalorisés.

Pour vous donner une idée, les emplois en construction (où 98,7 % de la main-d'œuvre au Québec est masculine) offrent un salaire horaire de plus de 30 \$, en commençant. Pour les coiffeuses et les esthéticiennes, le salaire médian varie entre 12 \$ et 14 \$ de l'heure.

Discuter de ces enjeux, ça permet de voir les inégalités systémiques, et de discuter, par exemple, de la dévalorisation des emplois occupés majoritairement par les femmes.

Nous avons publié en mars un avis sur les femmes dans les métiers de la construction; en général, en tant que société on réfléchit beaucoup sur les métiers non traditionnels occupés par les femmes. Mais on se questionne moins sur les métiers traditionnellement féminins et sur le fait que ces emplois soient dévalorisés. Il faut, je crois, ouvrir le débat et la réflexion à ce sujet aussi.

Conclusion

Historiquement, les changements politiques, sociaux et économiques, que ce soit en lien avec la condition des femmes, des personnes handicapées, ou des personnes non blanches par exemple, n'ont pas été portés par toutes les personnes qui vivaient des discriminations. Ces luttes ont été portées par des groupes de personnes relativement petits, mais suffisamment forts pour établir un rapport de force. On ne fera pas des féministes de toutes les femmes ni de tous les hommes. On le sait bien! Cela ne doit pas

nous empêcher de remettre en cause les idées préconçues et les stéréotypes, bref : de changer le monde!